

Corsica libera à la Gauche autonomiste

I/ Etes-vous prêt à prendre l'engagement qu'aucun des membres de votre liste ne pourra détenir un autre mandat que celui de conseiller territorial ?

La question se pose pour les mandats exécutifs. Serait-il contraire à l'éthique qu'un membre du conseil exécutif ou qu'un élu territorial soit également élu au conseil municipal de son village ? De nouvelles modalités de non-cumul sont prévues par la loi du 14 février 2014.

II/ Etes-vous prêt à prendre l'engagement, ainsi que chacun des membres de votre liste, qu'aucun d'entre vous ne briguera et n'effectuera plus de deux mandats territoriaux consécutifs ?

Outre le principe de non-cumul, nous souscrivons au principe que vous énoncez en y apportant une précision. Nous nous opposons à ce que le Président du Conseil exécutif exerce plus de deux mandats consécutifs entiers, comme c'est le cas dans d'autres pays comme les USA ou la France. Aussi, comme c'est le cas dans toute démocratie, l'accès aux autres fonctions ne doit être régi par aucune autre barrière que celle du consentement des électeurs. Pourquoi donc soumettre les élus corses à des exigences n'ayant cours dans les autres pays démocratiques ?

III/ Etes-vous prêt, si vous êtes en situation de constituer l'exécutif de la CTC, à faire voter un crédit pour que votre opposition puisse choisir librement, et rémunérer, les experts indépendants qui lui permettront d'éclairer son vote ?

Oui.

IV/ Etes-vous prêt, dès la prochaine mandature, à demander que soit effectué un audit des procédures de recrutement, et d'une manière générale les pratiques de gestion des ressources humaines de la CTC et des offices et agences qui en dépendent ? Etes-vous disposé, si votre groupe est appelé à participer à l'exécutif, à confier à une instance indépendante incontestable le soin d'opérer les recrutements à la CTC ainsi que dans les offices et les agences?

Nous répondons favorablement à la première question. Au-delà du passif des mandatures précédentes en termes de GRH, la fusion des collectivités impose d'accroître le dialogue social avec l'ensemble des représentants des personnels afin de discuter des modalités de la fusion et de ses effets sur le statut des agents territoriaux et des personnels des agences et des offices.

Concernant les recrutements, si la CTC peut solliciter des experts afin de l'aider à mieux recruter, nous ne saurions déléguer à une technocratie ne disposant d'aucune légitimité populaire l'entière responsabilité de ces choix politiques. Nous entendons à ce titre favoriser les candidats présentant les meilleurs parcours universitaires, professionnels et linguistiques, notamment au niveau de la corsophonie. Connaissant la loyauté des agents territoriaux envers la CTC et envers la Corse, fidèles à nos principes méritocratiques, nous mobiliserons le meilleur d'eux-mêmes afin d'émanciper collectivement notre pays de la tutelle parisienne et du favoritisme des clientélistes en tout genre.

V/ Etes-vous prêt à demander que soient renforcés les pouvoirs d'investigation de la cour territoriale des comptes et les sanctions qui pourraient être appliquées en cas de constat de manquements graves, ainsi que la mise en place d'une plateforme Open Data qui mettrait à la disposition de tous, l'ensemble des données concernant la gestion de la CTC et le train de vie de son administration et de ses élus?

La transparence de l'usage des fonds publics est une des conditions de la restauration de la confiance entre le peuple et la politique. Lors de la dernière mandature, le groupe Corsica libera a déposé une motion le 27 janvier 2011 demandant la création d'une Cour territoriale des comptes et de l'évaluation des politiques publiques, placée sous l'égide de la CTC, pilotée par un Conseil comprenant des délégués de tous les groupes de notre Assemblée et disposant de fonctionnaires formés au contrôle et à l'évaluation, pourvus d'un statut protecteur leur assurant une certaine indépendance dans leur travail. Celle-ci est disponible à l'adresse suivante : <http://www.corse.fr/file/100140/>.

VI/ Etes-vous prêt à demander à chacun de vos colistiers d'attester qu'ils n'ont jamais été condamnés pour faits de corruption, de prise illégale d'intérêts ou de détournement de fonds publics ? Etes-vous prêt à exiger la démission de ceux ou celles d'entre vos colistiers qui se verraient impliqués dans une affaire relevant de l'un de ces délits ?

Nous répondons positivement aux deux questions.

VII/ Etes-vous prêt, si vous êtes lors de la prochaine mandature en situation de pouvoir, à organiser une session extraordinaire sur la situation de notre Île à cet égard, et à esquisser les contours d'une politique qui permette de sensibiliser les

instances françaises et européennes à cette question, afin d'obtenir pour les autorités insulaires les moyens de peser en la matière dans le sens des intérêts du peuple corse et de ceux qu'il accueille en son sein.

Concernant cette question, nous vous invitons à vous référer à nos prises de position sur les migrants : http://www.corsenetinfos.corsica/Corsica-Libera-et-la-crise-des-migrants_a17057.html

Sur le terrorisme et l'intégrisme religieux : http://www.corsicalibera.com/Tolerance-zero-face-a-l-integrisme_a46.html

Brièvement, nous souhaitons que :

- la Corse puisse elle-même maîtriser ses flux migratoires
- la Corse se montre intransigeante face à l'intégrisme religieux
- la CTC installe un observatoire des religions afin que les institutions corses s'impliquent dans le traitement de ces problèmes
- la langue corse soit au cœur du projet d'intégration
- la Corse soit une terre d'accueil pour les réfugiés chassés de chez eux par Daech, dans la mesure de nos possibilités d'accueil.

VIII/ Etes-vous prêt à lutter sans faiblesse pour en réduire l'influence, veiller à que ne puissent accéder aux marchés publics les entreprises ou il serait impliqué, et refuser les accords avec ceux qui, dans la classe politique ne prendraient pas clairement de distance ?

Les valeurs de notre projet Corsica 21 défendent l'éducation, la justice sociale, le rétablissement de l'autorité de la CTC face un Etat complice des pires dérives, arbitraire avec les plus faibles et méprisant à l'égard des délibérations de l'Assemblée de Corse. Nous nous situons clairement à l'opposé de ceux qui font du tourisme et du tout béton le b-a ba du développement de leurs intérêts particuliers au détriment des intérêts des Corses. Jusqu'à aujourd'hui cette politique n'a fait qu'accroître l'exclusion, la dépossession et l'injustice sociale, faisant ainsi de la Corse le lit des multinationales de la grande distribution et du clan le garant et le gérant de la misère sociale.

Ces dernières années les choses ont empiré. Alors que longtemps, à force de se l'entendre dire, les Corses ont cru que leur île était pauvre et bienheureuse d'être ponctionnée en hommes pour mener des guerres qui n'étaient pas les siennes,

certaines ont cru voir dans le Bétonner Toujours Plus le sésame de leur émancipation et du développement économique. Une étude comparée des économies montre que la richesse et son partage ne proviennent jamais des bulles spéculatives immobilières ou autres, mais de la construction d'une société de la connaissance. A cet égard, si nous avons été les pionniers de la réouverture de l'université, il n'en demeure pas moins que 34 ans après sa réouverture, la Corse compte encore un nombre très faible de personnes qualifiées. Nous y voyons ici les effets du rapport d'une partie de la jeunesse au savoir, à l'argent facile, à la rente plutôt qu'au travail, à la cueillette plutôt qu'à la création et à la banalisation du banditisme aussi.

Sans entrer dans une étude sociologique approfondie, nous pensons que notre collectivité se doit d'être exemplaire afin de montrer une autre voie aux jeunes générations, d'encourager et de valoriser les nombreux créateurs qui chaque jour, imaginent et construisent une Corse plus moderne, plus prospère, ouverte au monde et fière d'elle-même. C'est pour cela que nous plaçons l'éducation, l'innovation, l'environnement et la justice sociale au cœur de notre projet et que les personnes ou les partis dont les pratiques et les idées sont opposées à ces valeurs ne pourront en aucun cas participer de notre projet politique pour une Corse en paix, plus libre, plus riche et plus heureuse.